

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 7 novembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 13 novembre 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Radikah JUMMUN donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Nathalie TISSOT,
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Thomas GIRARD.

Par délibération n° 2023-21 en date du 03 avril 2023 le conseil municipal a adopté les tarifs communaux applicables pour 2023 parmi lesquels la redevance d'occupation du domaine public pour l'emplacement dit du kiosque attribué à Monsieur Laurent THIBERT.

Le tarif 2023 a été fixé à 13 900 euros sur une base erronée prenant en compte une surface d'occupation de 315 m2 alors qu'elle est de 182m2. Il y a donc lieu de ramener la redevance 2023 à 8030 euros.

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A 18 VOIX POUR ET UNE VOIX CONTRE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **De modifier la délibération n°2023-21 en date du 03 avril 2023 concernant le tarif applicable à Monsieur Laurent THIBERT pour l'occupation d'un emplacement au bord du lac et de le fixer pour 2023 à 8030 euros**
- **De charger Monsieur Le Maire de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.